



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Europe centrale et balte

Une publication du SER de Varsovie, avec la participation des SE de la zone
Janvier 2026

Faits saillants :

- **Pologne** : Croissance de 4,0 % au T4 2025 ;
- **Hongrie** : Nouvelle émission d'euro-obligations de 3 Mds EUR ;
- **Tchéquie** : Excédent commercial de 26,9 Mds EUR en 2025 ;
- **Slovaquie** : Ralentissement de la croissance à 0,6 % en 2026 ;
- **Estonie** : Reprise macroéconomique depuis décembre 2025 ;
- **Lettonie** : Léger recul du chômage fin 2025, à 5 % ;
- **Lituanie** : Rebond de croissance anticipé en 2026 (+3,2 à 3,5 %).

LE CHIFFRE A
RETENIR

+3 %

Hausse de la
production industrielle
en 2025 en Pologne

Dossier du mois :

Europe centrale et balte – 30 ans de convergence économique

A la fin du XXème siècle, les économies d'Europe centrale et balte présentaient des structures économiques et institutionnelles comparables. Depuis la chute du bloc communiste, le paysage s'est transformé : la transition vers l'économie de marché, la mise en œuvre de réformes structurelles d'ampleur et, surtout, l'adhésion à l'Union européenne en 2004 ont constitué des étapes déterminantes. Depuis le milieu des années 1990, l'ensemble des pays de la région a enregistré une progression soutenue de la production et du niveau de vie. Ce mouvement a nourri l'idée d'une convergence accélérée vers les standards de l'UE-15, celle d'avant l'élargissement.

La réalité apparaît toutefois plus nuancée. Malgré les performances enregistrées par la plupart des pays de la région au cours des trois dernières décennies, le rattrapage complet demeure un objectif plutôt qu'un acquis, alors qu'on observe depuis quelques années un ralentissement du processus de convergence dans plusieurs pays. Les causes de cet essouffement relatif sont multiples : contraintes démographiques croissantes, insuffisance des investissements de modernisation, et pour certains, une forte spécialisation productive relevant du « syndrome de l'économie-usine ».

La question est : ces pays maintiendront-ils leur progression, ou seront-ils piégés en zone intermédiaire ?

Pologne

Croissance de 4,0 % au T4 2025

D'après les données préliminaires du Bureau des statistiques (GUS), la croissance s'est établie à 3,6 % en 2025, soit un niveau légèrement supérieur (+0,2 point) à la prévision du gouvernement. Au 4^{ème} trimestre 2025, elle a atteint 4,0 %, en hausse de 0,2 point par rapport au T3 2025 et de 0,5 point par rapport au T4 2024.

Selon les estimations de la banque publique PKO BP, l'activité au T4 2025 a été soutenue par la consommation interne, portée par une progression réelle des salaires de 5,5 %. L'investissement (FBCF) a augmenté à un rythme plus modéré (4,2 %). Pour 2026, le gouvernement prévoit une croissance de 3,5 %.

Hausse de la production industrielle en 2025

Selon les données préliminaires du GUS, la production industrielle a progressé de 3 % en 2025, contrastant avec la quasi-stagnation observée en 2024 (+0,3 %). La production manufacturière a augmenté à un rythme légèrement supérieur à la moyenne du secteur (+3,4 %). Un rebond est observé en fin d'année (+7,3 % en g.a. en décembre 2025).

Rebond des opérations internationales des entreprises polonaises

Selon l'Institut économique polonais (PIE), la valeur des opérations de fusions-acquisitions internationales réalisées par des entreprises polonaises en 2025 a dépassé 1 Md USD (0,85 Md EUR). Au total, 45 acquisitions ont été menées à l'étranger, dont 34 en Europe. Les principaux pays cibles sont l'Allemagne (9), les États-Unis (6), la République tchèque (3) et la Roumanie (3).

S'agissant des projets *greenfield*, 48 projets d'investissement ont été recensés, pour un montant total de 5,6 Mds USD (4,7 Mds EUR), dont un pôle de production d'hydrogène vert et d'ammoniac en Inde porté par Hynfra représentant à lui seul l'essentiel de ce montant.

Émission obligataire sur le marché japonais

Le 6 février 2026, le ministère polonais des Finances a procédé à la plus importante émission obligataire jamais réalisée par la Pologne sur le marché japonais. L'opération, libellée en yens, portait sur des maturités de 3, 5, 10 et 20 ans, pour un montant total de 211,6 Mds JPY (1,1 Md EUR). Le rendement des obligations à 10 ans s'est établi à 2,9 %. Les titres ont été placés auprès d'investisseurs institutionnels japonais (banques régionales, compagnies d'assurance, fonds d'investissement) ainsi qu'auprès d'institutions étrangères. L'opération a été conduite par un consortium bancaire composé de Daiwa, Nomura et SMBC.

Hongrie

Projections macroéconomiques et budgétaires 2025-2029

Selon les projections gouvernementales pour 2025-2029, la croissance du PIB, limitée à 0,5 % en 2025, devrait accélérer à 3,1 % en 2026, puis se maintenir autour de 3 % par an jusqu'en 2029. L'inflation annuelle reculerait de 4,4 % en 2025 à 3,6 % en 2026, avec un objectif d'environ 3,0 % à l'horizon 2028. Le ratio d'endettement public resterait stable, voire en légère hausse à 74 % du PIB, reflétant la persistance d'un déficit budgétaire et une croissance nominale modérée.

Recul de l'inflation en décembre 2025

Si l'inflation annuelle a atteint 4,4 % sur l'ensemble de 2025, les pressions se sont atténuées en fin d'année : ainsi, l'inflation s'établit à 3,3 % en glissement annuel (g.a.) en décembre 2025. Les hausses les plus marquées ont concerné les services, l'énergie et les boissons alcoolisées, tandis que les prix des carburants ont contribué à modérer l'inflation globale.

Déficit budgétaire record en 2025

La Hongrie clôt l'exercice 2025 avec un déficit de 15,0 Mds EUR (5 738,7 Mds HUF), supérieur aux prévisions initiales de 10,8 Mds EUR (4 122 Mds HUF) et à celles révisées de 13,2 Mds EUR (5 055 Mds HUF). Le déficit du seul mois de décembre atteint 4,4 Mds EUR (1 668 Mds HUF), un niveau inédit depuis la crise sanitaire de 2020-2021.

Nouvelle émission d'euro-obligations

L'État hongrois a émis 3 Mds EUR le 7 janvier 2026. L'opération a suscité une forte demande, avec une sursouscription de 300 %. Elle comprenait deux tranches : 2 Mds EUR à échéance 2033 (taux de 4,25 %, rendement de 4,29 %) et 1 Md EUR d'obligations vertes à échéance 2038 (taux de 4,875 %, rendement de 4,93 %). Plus de 10 Mds EUR d'offres ont été reçus, permettant d'obtenir des conditions de financement plus favorables qu'anticipé. Les fonds financeront les dépenses budgétaires, et pour les obligations vertes, des dépenses conformes au « Green Bond Framework ».

Baisse de la production industrielle

En novembre 2025, la production industrielle a reculé de 5,4 % en g.a. Une contraction est également observée en glissement mensuel, signalant un ralentissement à court terme, notamment dans l'industrie manufacturière et l'industrie lourde.

Tchéquie

Rebond de la croissance en 2025

Principalement soutenu par la demande intérieure, le PIB a progressé de 2,5 % en 2025 par rapport à 2024, selon l'estimation préliminaire. D'un point de vue sectoriel, la croissance a été portée par le commerce, le transport et l'hébergement-restauration, alors que la fréquentation touristique a progressé de 4,1 % pour les arrivées et de 5 % pour les nuitées. Sur l'année, la production industrielle et la construction ont augmenté respectivement de 1,5 % et 5,3 %. Les services et les ventes au détail ont crû de 1,8 % et 3,5 %. Les investissements n'ont progressé qu'au T3 et ont pesé négativement sur la croissance aux T1, T2 et T4.

Au T4 2025, le PIB a augmenté de 2,4 %, porté par la consommation des ménages et la demande extérieure, la FBCF ayant contribué négativement.

Net tassement de l'inflation en janvier 2026

En janvier, l'inflation en g.a. a ralenti à 1,6 %, son plus bas niveau depuis janvier 2016. La suppression de la redevance pour les sources d'énergie renouvelables dans le calcul des prix de l'électricité a fortement contribué à cette évolution : les prix de l'électricité ont reculé de -12,2 % en g.a., après une baisse de -5,1 % en décembre. Le recul des prix du gaz (-6,5 %) a aussi participé à contenir l'inflation.

Les principales hausses en janvier ont concerné : (i) les boissons alcoolisées et le tabac (+6,3 %), (ii) la restauration (+4,5 %) et l'hébergement (+6,8 %), (iii) les loyers (+6,3 %), (iv) l'eau (+3,9 %) et l'assainissement (+3,8 %).

Au total, les prix des biens ont diminué de 0,4 %, tandis que ceux des services ont progressé de 4,7 % en g.a. La banque centrale a révisé le 5 février sa prévision d'inflation moyenne pour 2026 à 1,6 % (contre 2,2 % précédemment) et anticipe 2,1 % en 2027.

Excédent commercial de 26,9 Mds EUR en 2025

Avec des échanges en hausse de 3,9 %, atteignant 475,3 Mds EUR, la Tchéquie a enregistré un excédent commercial de 26,9 Mds EUR en 2025, en recul de 4 % (-1 Md EUR) par rapport à 2024. Les importations ont augmenté de 4,4 % à 224,2 Mds EUR, et les exportations, de 3,4 % à 251,1 Mds EUR. Les machines et équipements de transport représentent 59,1 % des exportations (dont 21,3 % pour les véhicules et pièces automobiles) et 47,3 % des importations. Les principaux clients sont l'Allemagne (31,6 %), la Slovaquie (7,5 %), la Pologne (7,3 %), la France (4,9 %), le Royaume-Uni (4,2 %) et l'Autriche (4 %). Les principaux fournisseurs sont l'Allemagne (20,2 %), la Chine (16,1 %), la Pologne (8,2 %), la Slovaquie (4,5 %), l'Italie (3,9 %) et la France (2,9 %). L'UE absorbe 78,8 % des exportations tchèques et fournit 57 % des importations, des niveaux proches de 2024 (79,3 % et 56,8 %).

Lancement de l'instrument « Expansion des prêts OPTAK »

La Banque nationale de développement (NRB), en coopération avec le ministère de l'Industrie et du Commerce (MPO), a lancé l'instrument « Expansion des prêts OPTAK », destiné aux travailleurs indépendants et aux PME de tous secteurs. Le programme propose des prêts d'investissement à taux zéro.

Doté de 5,13 Mds CZK (0,21 Md EUR) issus du Fonds européen de développement régional (FEDER), il financera des projets d'investissement hors Prague d'un montant compris entre 1 et 100 M CZK, sur une durée maximale de 15 ans, avec un différé de remboursement pouvant atteindre 3 ans. Les prêts pourront couvrir jusqu'à 50 % des dépenses d'investissement.

Rebond du chômage en décembre 2025

Le taux de chômage a atteint 3,2 % en décembre 2025 (+0,5 point en g.a.). Il s'établit à 2,8 % pour les hommes et 3,8 % pour les femmes. Le taux d'emploi des 15-64 ans a reculé de 0,3 point en g.a., à 75,2 % (79,9 % pour les hommes, 70,5 % pour les femmes). Sur l'ensemble de 2025, il progresse toutefois de 1 point. Le taux d'activité des 15-64 ans atteint 77,8 % (+0,1 point en g.a.), avec un écart de 8,8 points entre hommes (82,1 %) et femmes (73,3 %).

Slovaquie

Ralentissement confirmé en 2026 selon la banque centrale

Les prévisions de la banque centrale publiées en décembre 2025 anticipent un net ralentissement de la croissance du PIB à 0,6 % en 2026, en raison de la forte exposition de l'économie slovaque à l'environnement commercial international et de la poursuite de la consolidation budgétaire.

La consommation des ménages serait atone, pénalisée par la hausse des prix de l'énergie et les efforts de consolidation budgétaire. La progression des salaires nominaux (+3,3 %) serait insuffisante pour compenser une inflation de 3,4 %, entraînant une stagnation des salaires réels, dans un contexte où le chômage augmenterait à 6,1 % (contre 5,4 % en 2025). La consommation publique progresserait faiblement (0,1 %) et l'investissement resterait limité (0,4 %). Enfin, les exportations ralentiraient (+1,1 %), tout comme les importations (+0,4 %).

Retour graduel à la croissance à partir de 2027

Le pays devrait renouer avec la croissance en 2027 (+2,3 %) et 2028 (2,5 %), sous réserve de la fin de la consolidation, du démarrage de la production sur les sites Volvo et d'une amélioration de la demande extérieure. En 2027, la consommation des ménages augmenterait de 1,4 % et celle des administrations publiques de 1,6 %, alors que l'inflation serait maîtrisée à 2,5 %. La fin de la Facilité pour la relance et la résilience (FRR) en 2026 et la transition vers les fonds européens 2021-2027 pèseraient sur l'investissement en 2027 (-0,7 %), avant un rebond en 2028 (+2,4 %). La dette publique pourrait toutefois atteindre 68 % du PIB en 2028, sous l'effet de déficits persistants (4,6 % en 2027 ; 4,3 % en 2028) et du cycle électoral de 2027.

Risque de retard dans l'absorption des fonds européens

Au 31 décembre 2025, la Slovaquie n'avait consommé que 1,64 Md EUR sur la période 2021-2027, soit 12,81 % de son allocation totale de fonds de cohésion (12,8 Mds EUR). Ce montant dépasse le seuil minimal de 1,46 Md EUR fixé par la « règle n+3 », qui impose de dépenser une partie des fonds dans les trois ans suivant leur attribution. Et, pour 2026, 2,00 Mds EUR devront être consommés d'ici la fin d'année.

Par politique, les taux d'absorption sont contrastés : la politique 4 « Slovaquie sociale et inclusive » atteint 22,3 %, suivie de la politique 2 « Slovaquie plus verte » (13,9 %). Les performances sont plus faibles pour la politique 1 « Slovaquie plus compétitive et intelligente » (4,9 %) et la politique 3 « Slovaquie plus interconnectée » (7 %). Le pays figure parmi les six États membres les moins performants en matière d'absorption.

Estonie

Entrée en vigueur de mesures économiques et fiscales au 1^{er} janvier 2026

L'année 2026 débute avec l'entrée en vigueur de plus de 200 textes législatifs, traduisant un ajustement de la politique économique et fiscale.

En matière de fiscalité directe, le gouvernement renonce à la hausse de deux points de l'impôt sur les bénéfices des sociétés, lequel demeure fixé à 20 %. Le taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques est maintenu à 22 %, et le dispositif d'exonération est réformé : la franchise progressive est supprimée au profit d'un abattement uniforme de 700 EUR par mois, bénéficiant à environ 90 % des salariés.

Parallèlement, plusieurs relèvements de droits d'accise entrent en vigueur : +10 % sur l'alcool et le tabac dès janvier, puis des hausses graduelles sur les carburants, le gaz naturel et l'électricité. Les factures d'électricité intègrent en outre deux nouvelles composantes liées à la sécurité d'approvisionnement et à l'équilibrage du réseau, pour un coût total estimé à 60 M EUR par an pour les consommateurs.

Enfin, la transposition de la directive SRI/NIS2 élargit significativement le champ des entreprises soumises à des obligations renforcées en matière de cybersécurité, avec une période transitoire prévue jusqu'en 2029.

Reprise macroéconomique depuis décembre 2025

Les indicateurs conjoncturels signalent une amélioration progressive après plusieurs trimestres de stagnation. Selon l'Institut estonien de recherche économique (EKI), le climat économique s'est légèrement amélioré en décembre 2025. L'EKI prévoit une croissance de 2 % en 2026, contre 2,6 % pour le ministère des Finances.

Le taux d'utilisation des capacités industrielles a atteint 68 % au T4 2025, son plus haut niveau récent, soutenu par la filière bois et la métallurgie, malgré une demande encore jugée insuffisante. La construction affiche un net regain de confiance, supérieur à la moyenne européenne.

Les services, notamment les technologies de l'information, restent résilients ; plus d'un tiers des entreprises du secteur envisagent des recrutements. La confiance des ménages se redresse graduellement, portée par les premières retombées des réformes fiscales. Par ailleurs, le nombre d'entreprises à capitaux étrangers a progressé de 10 % sur un an, représentant 12,5 % des entreprises actives, confirmant l'attractivité du pays.

Accélération des dépenses et capacités dans la défense

Le développement de l'industrie de défense se poursuit. L'ouverture de l'usine de munitions de Nitrotol à Ämari (comté de Harju) constitue la première capacité nationale de production de munitions depuis près d'un siècle. Le site vise à approvisionner les forces estoniennes ainsi que plusieurs pays de l'OTAN, contribuant à la fois à la sécurité nationale et aux exportations.

Parallèlement, le pays accompagne ses entreprises de défense vers les marchés internationaux : en 2024, les consortiums incluant des entreprises estoniennes ont obtenu plus d'un tiers des financements du Fonds européen de défense, pour un total de 365 M EUR. Sur le plan réglementaire, le parlement estonien examine un projet de loi visant à accélérer la planification et la construction des infrastructures de défense, avec des procédures simplifiées jusqu'en 2032, dans un contexte de dégradation de l'environnement sécuritaire régional.

Lettonie

Confirmation de la note souveraine par Moody's

Le 16 janvier 2026, Moody's a confirmé la note souveraine de la Lettonie à A3, avec perspective stable. Selon l'agence, la hausse des dépenses de défense, susceptible de porter la dette publique à 55 % du PIB dans les prochaines années, ne devrait pas dégrader sensiblement la solvabilité à moyen terme, compte tenu d'une croissance attendue de 2,4 % en 2026 et 2,2 % en 2027 et du maintien d'une politique budgétaire stricte.

Hausse de 54 % des investissements soutenus par la LIAA en 2025

En 2025, 31 projets d'investissement ont été mis en œuvre avec le soutien de l'Agence lettone d'investissement et de développement (LIAA), pour un montant total de 1,01 Md EUR (+54 %). Les principaux investisseurs proviennent de Lituanie (402 M EUR), d'Ukraine (125 M EUR), des Pays-Bas (120 M EUR), d'Allemagne (100 M EUR) et d'Autriche (80 M EUR).

Les projets concernent la bioéconomie (5 projets ; 460 M EUR), l'énergie intelligente (4 ; 428 M EUR), la transformation digitale (11 ; 21 M EUR) et la défense (3 ; 20 M EUR). Parmi eux : une usine de carburants renouvelables dans le port de Riga par l'entreprise ukrainienne Pars Terminal (120 M EUR), l'ouverture de centres d'appel par la société canadienne NtangledState (25 M EUR) et par l'entreprise japonaise Epson (6 M EUR), ainsi qu'un projet d'usine de missiles de défense aérienne par l'entreprise estonienne Frankenburg Technologies (10 M EUR).

Demande de quatrième tranche au titre de la FRR

En décembre 2025, le ministère des Finances a sollicité auprès de la Commission européenne le versement de 371,2 M EUR supplémentaires au titre de la Facilité de relance et de résilience (FRR), correspondant à 41 jalons et cibles atteints.

Déjà plus de 1 Md EUR ont été versés, soit 55 % de l'enveloppe totale et fin décembre, 72 % des jalons et cibles étaient atteints.

Vers une supervision unifiée des prêteurs non bancaires à partir de 2027

Le ministère des Finances propose de confier à la Banque de Lettonie, à compter du 1^{er} janvier 2027, les fonctions de délivrance de licences et de supervision des prêteurs non bancaires. L'objectif est de renforcer l'efficacité de la surveillance et de réduire la charge administrative. Actuellement réparties entre plusieurs autorités, ces compétences entraînent une fragmentation du cadre de supervision et des chevauchements de contrôle.

La Banque de Lettonie deviendrait compétente pour superviser les prêteurs aux consommateurs agréés par le Centre de protection des droits des consommateurs (PTAC), ainsi que les intermédiaires en crédit hypothécaire et leurs représentants. Les entités supervisées par le service des revenus (VID) ne seraient pas soumises à des exigences supplémentaires.

Léger recul du chômage fin 2025

Le taux de chômage a atteint 5 % fin 2025, en baisse de 0,3 point en g.a. Au total, 43 672 demandeurs d'emploi étaient inscrits (2 881 de moins qu'à fin 2024).

Le taux le plus faible est observé à Riga et dans sa région (3,7 %), tandis que la Latgale demeure la plus touchée (environ 10 %).

Lituanie

Approbation de la cinquième tranche du PNRR

La Commission européenne a approuvé en janvier la cinquième demande de décaissement du Plan national de relance et de résilience (PNRR) déposée par les autorités lituaniennes fin décembre. Cette tranche, qui devrait être transférée en mars, s'élève à 360 M EUR et sera principalement destinée aux réformes structurelles, aux infrastructures et à l'amélioration de l'efficacité énergétique. Aussi, la Commission a encouragé la Lituanie à faciliter l'accès au financement pour les entreprises et à développer les partenariats public-privé, notamment dans les secteurs financiers, technologiques et de la défense.

Les autorités lituaniennes ont annoncé qu'elles déposeront les deux dernières demandes de décaissement du PNRR en mars et en septembre 2026.

Rebond de croissance anticipé par Swedbank et SEB

Les principales banques du pays anticipent un rebond de la croissance en 2026 : +3,2 % selon Swedbank et +3,5 % selon SEB. La consommation privée serait soutenue par le retrait partiel des fonds de retraite capitalisés (pilier 2), avec SEB estimant que 35 % des fonds seraient retirés, dont 60 % consacrés à la consommation (environ 1 Md EUR selon Swedbank).

L'investissement poursuivrait sa progression (+15 % en 2025), soutenu par les dépenses publiques, notamment dans la défense et les infrastructures. En revanche, la production industrielle et les exportations de biens ralentiraient en raison des tensions commerciales et de la faible croissance en Allemagne et en Suède.

L'inflation resterait élevée en 2026 (3,5 % selon Swedbank ; 3,3 % selon SEB), notamment en raison de la hausse des accises sur les carburants. Les exportations de services (finance, informatique) demeureraient dynamiques.

Hausse de la production industrielle en 2025

Sur l'ensemble de 2025, la production industrielle a progressé de 2,8 %, portée par la production manufacturière (+2,9 %). En décembre, elle a augmenté de 0,2 % en g.a., tirée par les produits informatiques et électroniques (+47 %), les équipements et machines (+8 %) et les boissons (+9 %). La production de pièces automobiles (-21 %) et de produits pharmaceutiques (-4 %) recule nettement.

Progression des ventes de détail en 2025

En décembre, les ventes de détail ont crû de 2,4 % en g.a., soutenues par les produits non alimentaires (+7,2 %), malgré le recul du secteur automobile (-7,2 %).

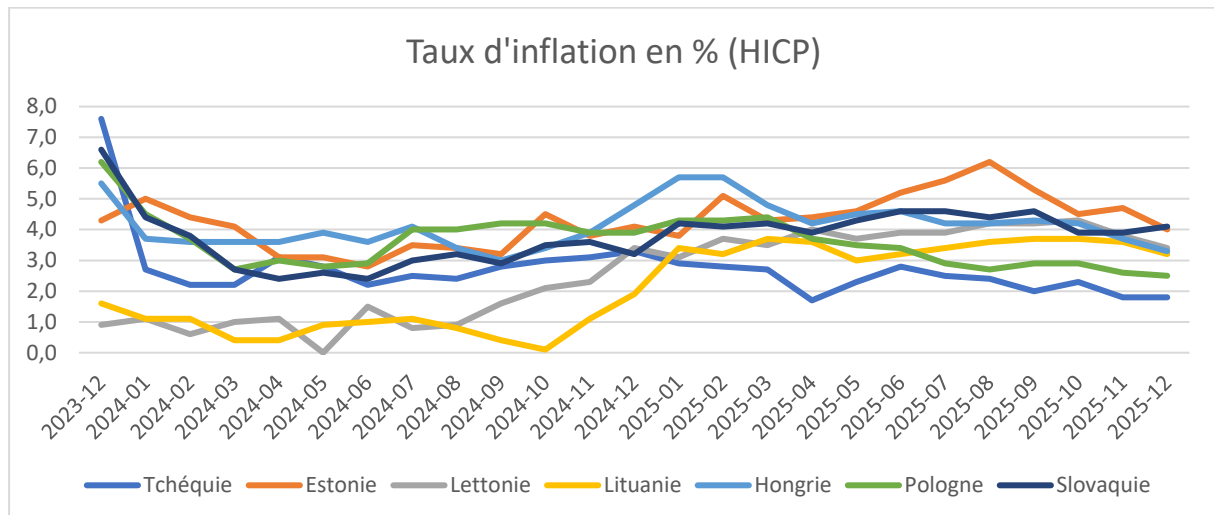
Sur l'année 2025, les ventes de détail ont augmenté de 3,5 %, principalement grâce aux produits non alimentaires (+11 %), notamment les médicaments et cosmétiques (+8,9 %) et le textile (+5,5 %). Les ventes alimentaires progressent plus modestement (+1,1 %).

Hausse du budget 2026 de la ville de Vilnius

La ville de Vilnius a adopté un budget en hausse de 12 %, à 1,75 Md EUR. Il repose principalement sur les recettes fiscales (1,04 Md EUR), complétées par les subventions de l'État (540 M EUR), les fonds européens (24,5 M EUR) et l'endettement (55,4 M EUR).

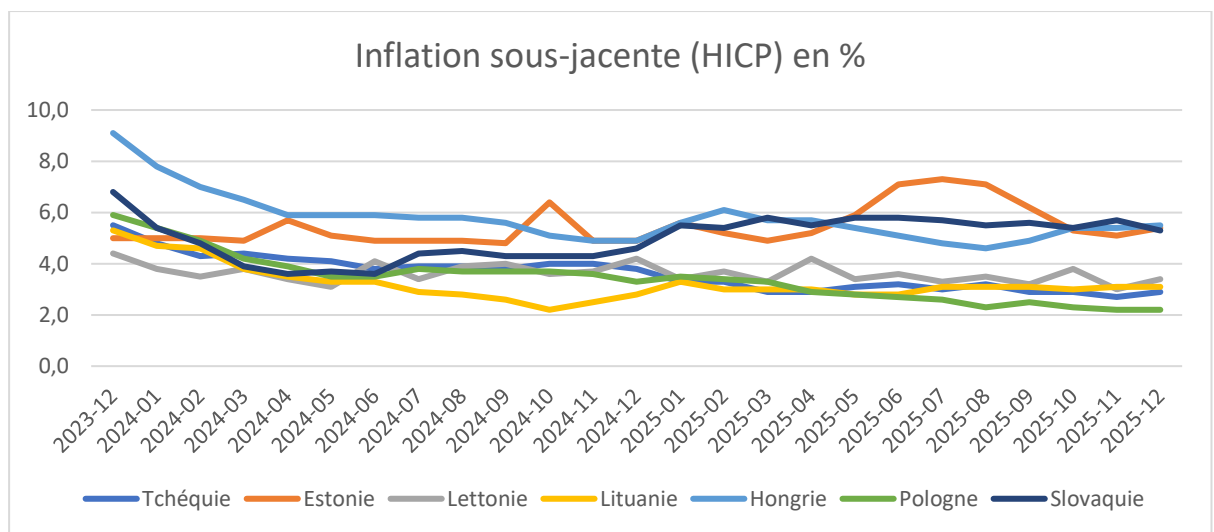
L'éducation et les transports constituent les principaux postes de dépenses (206,4 M EUR), devant les dépenses sociales (148 M EUR) et de santé (70,9 M EUR), tandis que la culture (36 M EUR) et la sécurité (33 M EUR) restent les moins dotées.

Indicateurs macroéconomiques



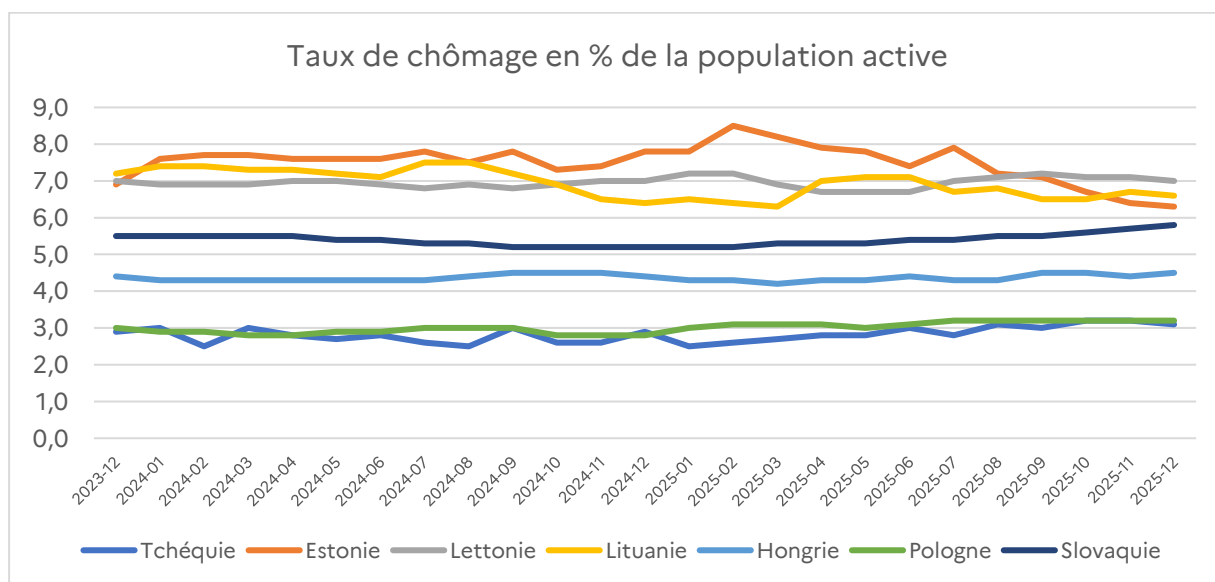
	déc-24	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25
Tchéquie	3,3	2,4	2,0	2,3	1,8	1,8
Estonie	4,1	6,2	5,3	4,5	4,7	4
Lettonie	3,4	4,2	4,2	4,3	3,8	3,4
Lituanie	1,9	3,6	3,7	3,7	3,6	3,2
Hongrie	4,8	4,2	4,3	4,2	3,7	3,3
Pologne	3,9	2,7	2,9	2,9	2,6	2,5
Slovaquie	3,2	4,4	4,6	3,9	3,9	4,1
Ukraine	12,0	13,2	10,9	10,9	8	8

Sources : Eurostat, Centre for Economic Strategy



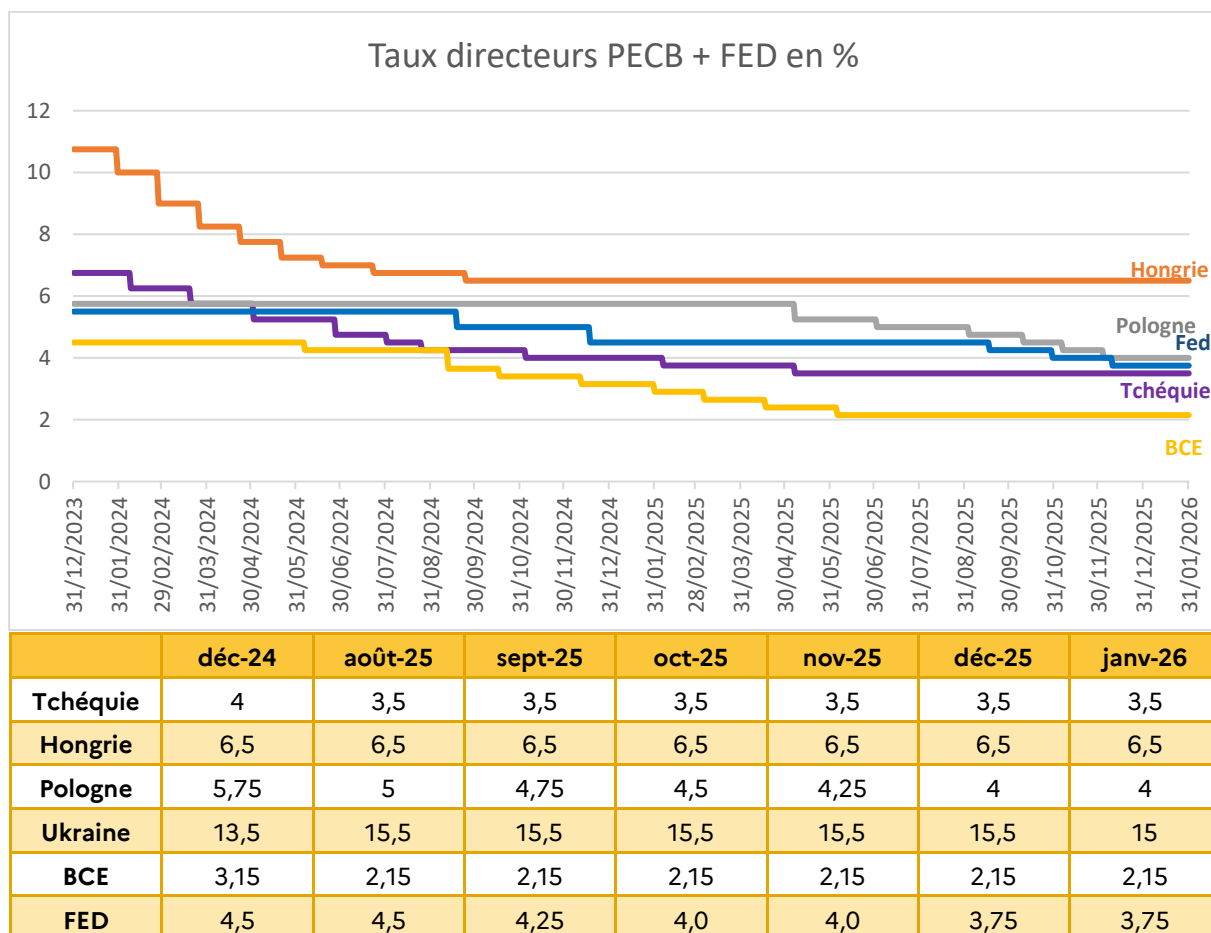
	déc-24	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25
Tchéquie	3,8	3,2	2,9	2,9	2,7	2,9
Estonie	4,9	7,1	6,2	5,3	5,1	5,4
Lettonie	4,2	3,5	3,2	3,8	3	3,4
Lituanie	2,8	3,1	3,1	3	3,1	3,1
Hongrie	4,9	4,6	4,9	5,4	5,4	5,5
Pologne	3,3	2,3	2,5	2,3	2,2	2,2
Slovaquie	4,6	5,5	5,6	5,4	5,7	5,3

Source : Eurostat (données Ukraine indisponibles)

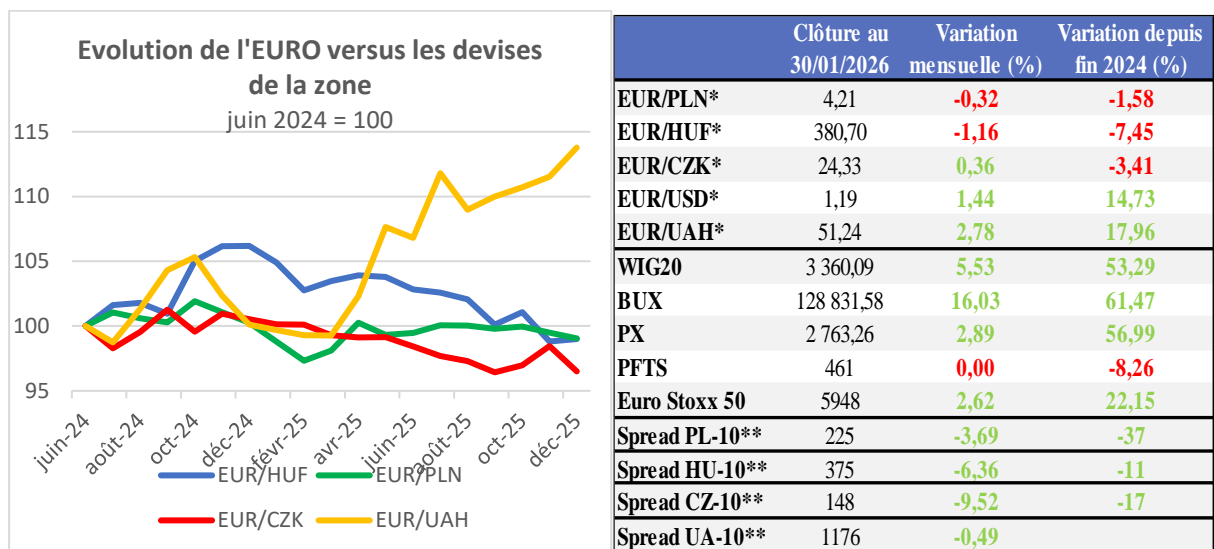


	déc-24	août-25	sept-25	oct-25	nov-25	déc-25
Tchéquie	2,8	3,1	3	3,2	3,2	3,1
Estonie	7,8	7,5	7,3	6,9	6,9	6,3
Lettonie	7	7,1	7,2	7,1	7,1	7
Lituanie	6,4	6,8	6,5	6,5	6,7	6,6
Hongrie	4,4	4,3	4,5	4,5	4,4	4,5
Pologne	2,8	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Slovaquie	5,2	5,5	5,5	5,6	5,6	5,8
Ukraine	14,2	15,3	11,4	13	15,5	14,5

Sources : Eurostat, Center for Economic Strategy



Sources : Banques centrales nationales, BCE



	Pologne	Hongrie	Tchéquie	Slovaquie	Estonie	Lettonie	Lituanie	Ukraine
PIB nominal (M EUR)								
2023	748 923,40	196 639,00	317 385,80	122 918,90	38 187,80	39 372,40	73 792,80	165 320,00
2024	840 131,50	205 282,40	318 895,70	129 971,50	39 510,10	40 208,40	77 940,00	175 930,00
Taux de croissance du PIB réel (% , g.a.)								
2023	0,1	-0,9 (p)	-0,1	1,4	-3	2,9	0,3	5,3
2024	2,9	0,5 (p)	1,1	2	-0,3	-0,4	2,7	3,5
Populations (milliers)								
2023	36 753,74 (p)	9 599,74	10 827,53	5 428,79	1 365,88	1 883 ,01	2 857,28	34 026,00
2024	36 620,97	9 584,63	10 900,56	5 424,69	1 374,69	1 871,89	2 885,89	33 343,00
Solde public (% PIB)								
2023	-5,3	-6,7	-3,8	-5,2	-3,1	-2,4	-0,7	-19,61
2024	-6,6	-4,9	-2,2	-5,3	-1,5	-1,8	-1,3	-17,70
Dettes publiques brutes (% PIB)								
2023	49,5	73	42,5	55,6	20,2	44,6	37,3	82,3
2024	55,3	73,5	43,6	59,3	23,6	46,8	38,2	89,8
Solde du compte courant (% PIB)								
2023	1,8	0,3	-0,1	-0,9	-1,7	-3,9	1,1	-5,4
2024	0,2	2,2	1,8	-2,8	-1,1	-2,1	2,5	-7,0

Sources : Eurostat, FMI

(p) : données provisoires ; (r) : rupture dans la série chronologique

Dossier du mois :

Europe centrale et balte – 30 ans de convergence économique

A la fin du XXème siècle, les économies d'Europe centrale et balte présentaient des structures économiques et institutionnelles comparables. Depuis la chute du bloc communiste, le paysage s'est transformé : la transition vers l'économie de marché, la mise en œuvre de réformes structurelles d'ampleur et, surtout, l'adhésion à l'Union européenne en 2004 ont constitué des étapes déterminantes. Depuis le milieu des années 1990, l'ensemble des pays de la région a enregistré une progression soutenue de la production et du niveau de vie. Ce mouvement, particulièrement rapide dans les années 2000, a nourri l'idée d'une convergence accélérée vers les standards de l'UE-15, celle d'avant l'élargissement.

La réalité apparaît toutefois plus nuancée. Malgré les performances enregistrées par la plupart des pays de la région au cours des trois dernières décennies, le rattrapage complet demeure un objectif plutôt qu'un acquis. Tant en termes de production économique que de niveau de vie, ces pays ne peuvent encore se prévaloir de performances comparables à celles de l'Europe des Quinze. En outre, les trajectoires de convergence restent hétérogènes au sein de la zone, certains pays affichant des dynamiques de convergence nettement plus rapides que d'autres.

Enfin, on observe depuis quelques années un ralentissement sensible du processus de convergence dans plusieurs pays de la région. Sans supposer l'atteinte d'un plafond structurel, il convient néanmoins de constater que les modèles actuels de développement économique peinent à soutenir une convergence rapide vers les économies les plus avancées de l'Union européenne. Les causes de cet essoufflement relatif sont multiples : contraintes démographiques croissantes, insuffisance des investissements de modernisation, ainsi que, pour certains, une forte spécialisation productive relevant du « syndrome de l'économie-usine ».

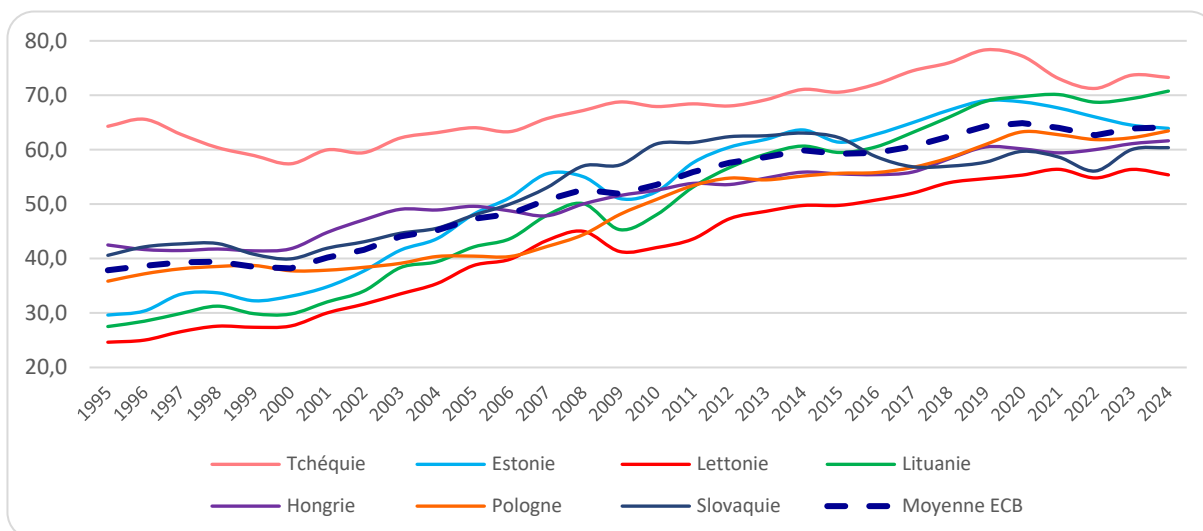
La question est : ces pays maintiendront-ils leur progression, ou seront-ils piégés en zone intermédiaire ?

1. Une convergence réelle depuis 1995, portée par un fort rattrapage initial

1.1. Un rattrapage mesurable du PIB par habitant : la β -convergence

En 1995, les pays d'Europe centrale et balte présentent un retard économique marqué par rapport à l'Union européenne, qu'ils s'apprêtent à rejoindre en 2004. Le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat (PPA) représente alors en moyenne 37,9 % de celui de l'UE-15 (configuration pré-élargissement de 2004) – **graphique 1**.

Graphique 1 : PIB par habitant en PPA, en % du PIB par habitant moyen de l'UE-15



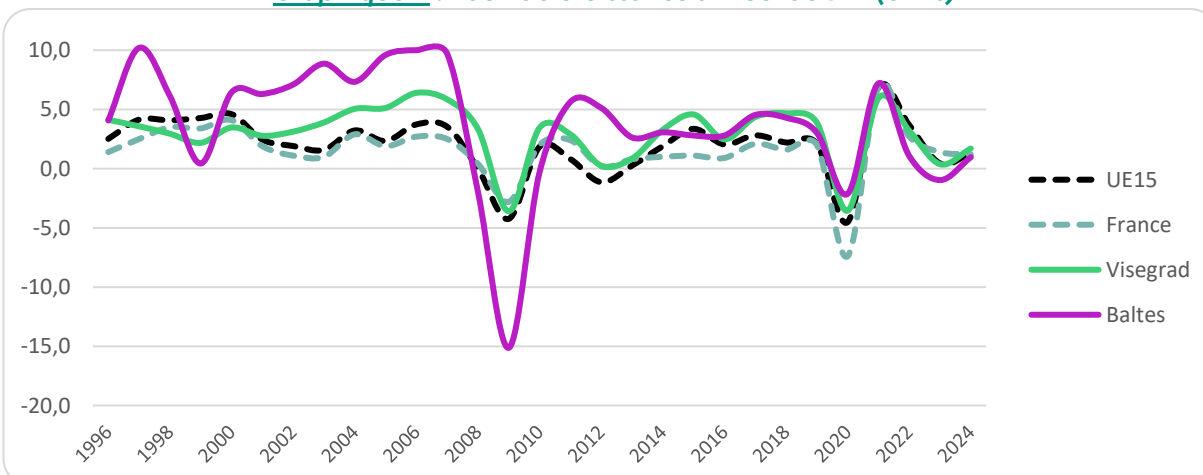
Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Les disparités internes sont toutefois importantes. Les pays du groupe de Visegrad affichent un niveau de développement économique plus élevé que les États baltes : leur PIB par habitant atteint en moyenne 45,8 % de celui de l'UE-15, contre 27,3 % pour les pays baltes. La Tchéquie se distingue nettement, avec un niveau équivalant à 64,3 % de la moyenne de l'UE-15, tandis que la Hongrie, la Slovaquie et la Pologne affichent respectivement 42,5 %, 40,6 % et 35,8 %.

Entre 1995 et 2024, la région connaît un rattrapage significatif. En 2024, le PIB par habitant moyen en PPA atteint 64,1 % de celui de l'UE-15, soit un gain de 26 points de pourcentage (pp) par rapport à 1995.

Ce rattrapage s'explique par des taux de croissance du PIB durablement supérieurs à ceux observés au sein de l'UE-15. Entre 1996 et 2024, la croissance annuelle moyenne s'élève à 3,4 % dans la région, contre une moyenne de 2,0 % dans l'UE-15 – **graphique 2**.

Graphique 2 : Taux de croissance annuel du PIB (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Cette croissance rapide a été particulièrement marquée au sein des pays baltes : la Lituanie (4,1 %), l'Estonie (3,6 %) et la Lettonie (3,5 %) enregistrent des performances supérieures à celles de la Slovaquie (3,4 %), Hongrie (2,5 %) ou de la Tchéquie (2,3 %). Seule la Pologne fait exception au sein du V4 avec un taux de croissance annuel moyen de 4,0 %

Cette dynamique a contribué à réduire les écarts de développement au sein de la région. Ainsi, le niveau de PIB par habitant le plus faible – celui de la Lettonie – représentait seulement 38,3 % du niveau le plus élevé – celui de la Tchéquie – en 1995. En 2024, ce rapport atteint 75,6 %.

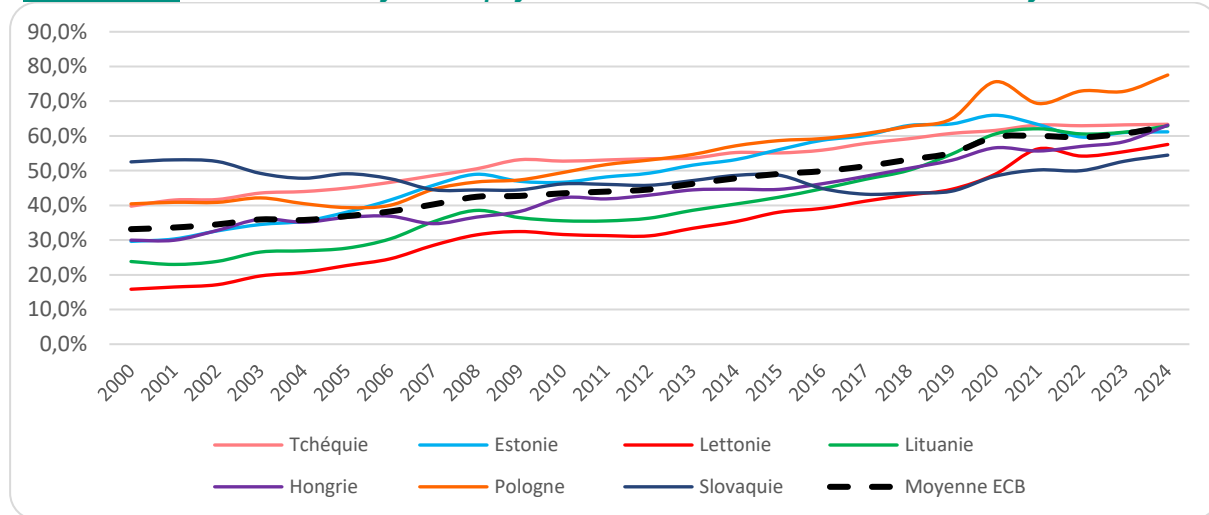
Il convient toutefois de souligner l'influence du facteur démographique. La quasi-totalité des pays de la zone ont vu leur population diminuer, ce qui a mécaniquement contribué à accroître le PIB par habitant. La Lettonie (-24,1 % entre 1997 et 2024) et la Lituanie (-19,8 %) illustrent particulièrement ce phénomène. La Hongrie, la Pologne et l'Estonie ont également enregistré des reculs démographiques notables, de respectivement 7,3 %, 5,3 % et 3,1 %. La Tchéquie et la Slovaquie font exception et suivent la tendance observée dans la plupart des pays de l'UE-15, avec une croissance de leur population sur l'ensemble de la période, de 5,7 % pour la Tchéquie et 0,9 % pour la Slovaquie, bien que cette dernière soit entrée dans une phase de déclin démographique depuis 2021.

1.2. Une amélioration du niveau de vie : la σ -convergence salariale

La convergence ne concerne pas seulement le PIB : elle se traduit aussi par une amélioration du niveau de vie.

En effet, au cours des trente dernières années, les pays d'Europe centrale et balte ont vu le niveau des salaires progresser. En 2000, le salaire net moyen annuel en PPA dans ces pays était de 5 715 EUR, soit un tiers du salaire moyen de l'UE-15 (18 106 EUR). En 2024, il atteignait 19 372 EUR, soit près des deux tiers du niveau moyen de l'UE-15 (30 811 EUR) – graphique 3.

Graphique 3 : Salaire net moyen des pays de la zone ECB en % du salaire net moyen de l'UE-15

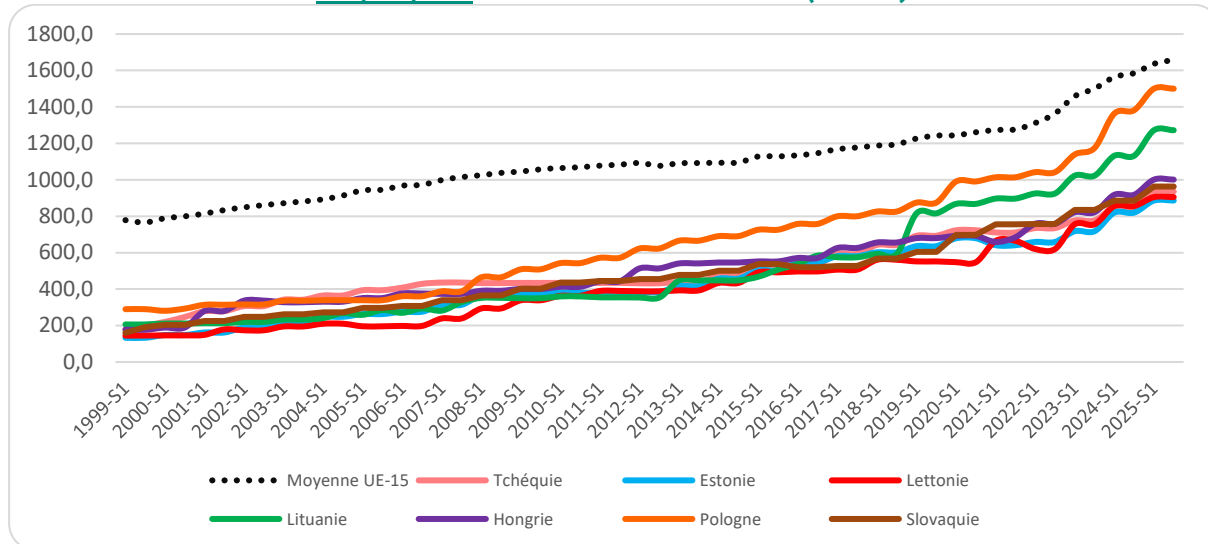


Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Les écarts de salaires entre ces pays se sont également réduits. En 2000, le salaire net moyen le plus faible (Lettonie) ne représentait que 30 % du salaire le plus élevé (Slovaquie). En 2024, ce rapport du plus faible au plus élevé est passé à plus de 70 %, le salaire le plus faible étant désormais en Slovaquie et le plus élevé en Pologne.

Les salaires minimums ont eux aussi augmenté de manière significative – graphique 4. Au premier semestre 1999, le salaire minimum moyen mensuel dans la région était de 184 EUR, soit 23,7 % du salaire minimum moyen de l'UE-15 (778 EUR). Au second semestre 2025, il atteignait 1 066 EUR, soit désormais 64,3 % du niveau de l'UE-15.

Graphique 4 : Salaire minimum en EUR (en PPS)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

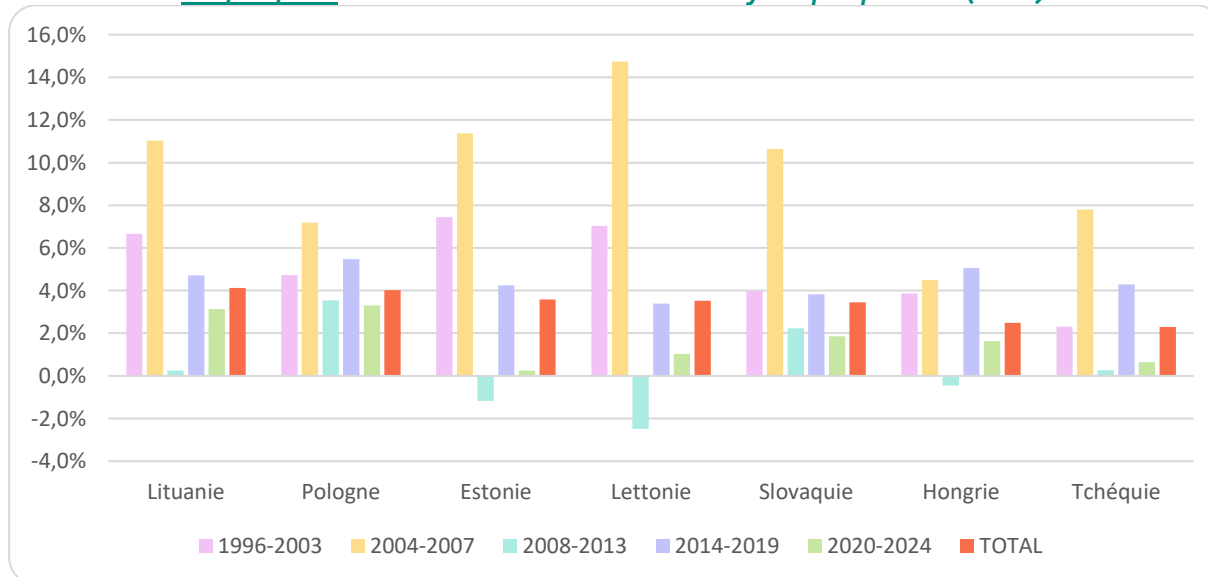
Malgré cette progression, les écarts entre pays restent importants. En 1999, le salaire minimum le plus faible (Estonie, 133 EUR) représentait 45,9 % du salaire minimum le plus élevé (Pologne, 290 EUR). En 2025, il atteignait 886 EUR, soit 59 % du salaire minimum polonais (1 500 EUR), soit une convergence moins prononcée que celle observée pour les revenus moyens.

2. Un processus de convergence de plus en plus heurté

2.1. Une phase d'accélération spectaculaire (1996-2007)

Entre 1996 et 2003, les pays d'Europe centrale et balte ont connu un taux de croissance annuel moyen de 5,1 %. Les États baltes se sont distingués par des performances particulièrement élevées : 7,4 % en Estonie, 7,0 % en Lettonie et 6,7 % en Lituanie. Les pays du groupe de Visegrad ont affiché une croissance plus modérée : 4,7 % en Pologne, 4,0 % en Slovaquie et 3,9 % en Hongrie. La République tchèque se singularisait par une croissance plus faible, de 2,3 % en moyenne annuelle, inférieure à celle de la France sur la même période (2,7 %) – **graphique 5**.

Graphique 5 : Taux de croissance annuels moyens par période (en %)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

La période 2004-2007, consécutive à l'adhésion des pays de la région à l'Union européenne, correspond à la phase la plus dynamique du rattrapage économique. Le taux de croissance annuel moyen de la zone a alors atteint 9,6 %, contre 1,4 % en France. Comme lors de la période précédente, les États baltes ont maintenu des performances très élevées : la Lettonie en tête avec 14,7 %, suivie de l'Estonie (11,4 %) et de la Lituanie (11,0 %). Dans le groupe de Visegrad, la Slovaquie a été l'économie la plus dynamique (10,6 %), devant la Tchéquie (7,8 %) et la Pologne (7,2 %). La Hongrie reste en retrait, affichant une croissance plus modérée (4,5 %), à peine supérieure (+0,6 pp) à celle observée sur la période 1996-2003.

2.2. Le choc de 2008 et la normalisation post-crise

La crise financière mondiale de 2008 a interrompu la dynamique de croissance des pays d'Europe centrale et balte. La plupart des pays n'ont pas retrouvé les taux élevés de la période post-adhésion. Entre 2008 et 2013, le taux de croissance annuel moyen de la région s'est établi à 0,3 %.

Les États baltes ont été particulièrement affectés : -2,5 % pour la Lettonie, -1,2 % pour l'Estonie et seulement 0,3 % pour la Lituanie. La Tchéquie et la Hongrie ont connu des trajectoires similaires (0,3 % et -0,5 %), tandis que la Pologne a montré une résilience notable avec 3,5 % et la Slovaquie 2,2 %.

La reprise s'est amorcée entre 2014 et 2019, avec un taux de croissance annuel moyen de 4,4 %. La Pologne et la Hongrie ont été les plus dynamiques, avec des taux respectivement de 5,5 % et 5,1 %, suivies par la Lituanie, la Tchéquie et l'Estonie, aux taux compris entre 4,2 % et 4,7 %, puis la Slovaquie et la Lettonie (3,8 % et 3,4 %).

2.3. Depuis 2020 : un coup d'arrêt au rattrapage

Entre 2020 et 2024, les économies d'Europe centrale et balte ont été confrontées à une série de chocs externes qui ont lourdement affecté leur croissance. Après la crise sanitaire, l'invasion de l'Ukraine par la Russie en 2022 a provoqué d'importantes perturbations dans les chaînes d'approvisionnement mondiales et une forte inflation dans la région.

Sur la période, la croissance annuelle moyenne des pays de la région s'est élevée à 1,7 %, soit un différentiel de seulement 1,1 point par rapport à la France (0,6 %). Ce chiffre traduit un ralentissement marqué du processus de convergence avec les économies de l'UE-15, par rapport aux périodes précédentes.

La Lettonie, la Tchéquie et l'Estonie ont enregistré une croissance particulièrement faible, avec des moyennes annuelles de 1,0 %, 0,6 % et 0,2 % respectivement. La Slovaquie et la Hongrie se situent à un niveau intermédiaire, avec des croissances annuelles moyennes de 1,9 % et 1,6 %. En tête du classement, la Pologne et la Lituanie affichent les taux de croissance les plus élevés, avec respectivement 3,3 % et 3,1 %.

Un autre indicateur permet d'apprécier cette dynamique : la vitesse de convergence annuelle moyenne, exprimée en points de pourcentage de rattrapage du PIB par habitant (en PPA) par rapport à l'UE-15 – graphique 6.

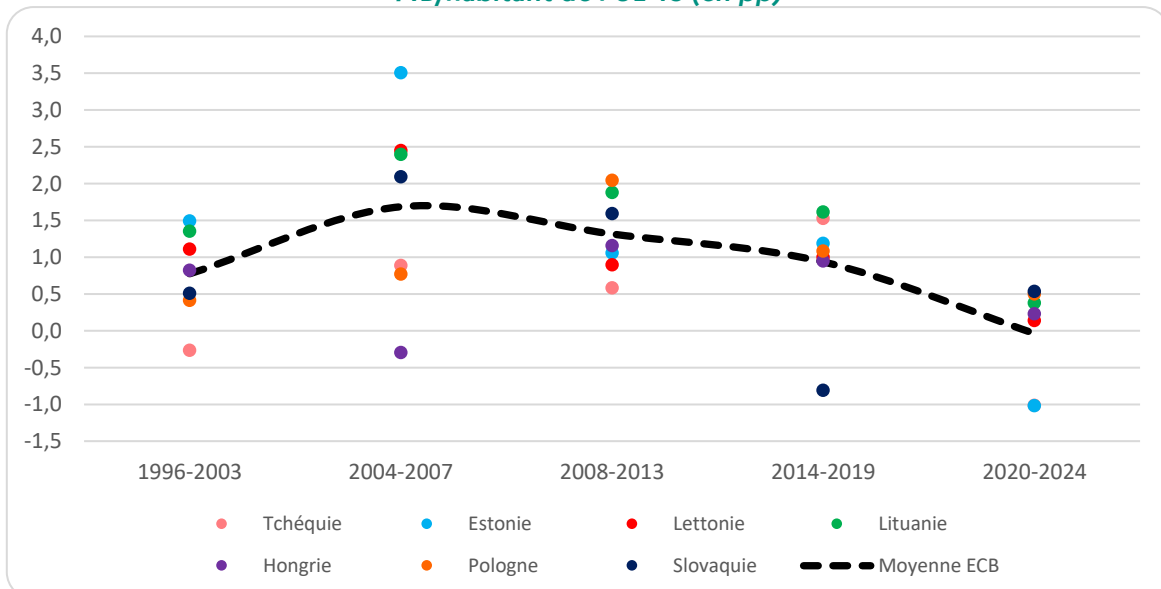
Elle a progressivement diminué depuis son **pic de 2004-2007 (1,7 pp par an)**, période durant laquelle les pays baltes affichaient des performances particulièrement élevées : 3,5 pp pour l'Estonie et 2,4 pp pour la Lettonie et la Lituanie. La Slovaquie (2,1 pp), la Tchéquie (0,9 pp) et la Pologne (0,8 pp) étaient à un niveau intermédiaire, tandis que la Hongrie constituait une exception, son PIB par habitant reculant de 0,3 pp par an en moyenne par rapport à la référence de l'UE-15.

Après la crise financière de 2007-2008, le rythme de convergence a légèrement diminué à 1,3 pp par an, avec la Pologne (2,0 pp), la Lituanie (1,9 pp) et la Slovaquie (1,6 pp) en tête. La Hongrie (1,2 pp), l'Estonie (1,1 pp) et la Lettonie (0,9 pp) suivaient, tandis que la Tchéquie ne progressait que de 0,6 pp par an.

Entre 2014 et 2019, la convergence a continué mais à un rythme moindre (0,9 pp en moyenne par an), avec la Lituanie (1,6 pp) et la Tchéquie (1,5 pp) en tête. Les autres pays affichaient des progressions comprises entre 0,9 pp (Hongrie) et 1,2 pp (Estonie), à l'exception de la Slovaquie, dont le PIB par habitant reculait de 0,8 pp par an par rapport à l'UE-15.

Entre 2020 et 2024, la convergence s'est fortement ralentie sous l'effet combiné de la pandémie de Covid-19, du conflit en Ukraine et des tensions commerciales. La Tchéquie et l'Estonie ont enregistré un recul moyen annuel de leur PIB par habitant de 1,0 pp par rapport à l'UE-15, la Tchéquie connaissant un repli exceptionnel de 4,1 pp en 2021. La Hongrie et la Lettonie n'affichent que des gains marginaux (0,2 pp et 0,1 pp), tandis que la Pologne, la Slovaquie et la Lituanie maintiennent des progressions modestes mais positives, de 0,5 pp, 0,5 pp et 0,4 pp annuels en moyenne.

Graphique 6 : Vitesse de convergence annuelle moyenne du PIB/habitant par rapport au PIB/habitant de l'UE-15 (en pp)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

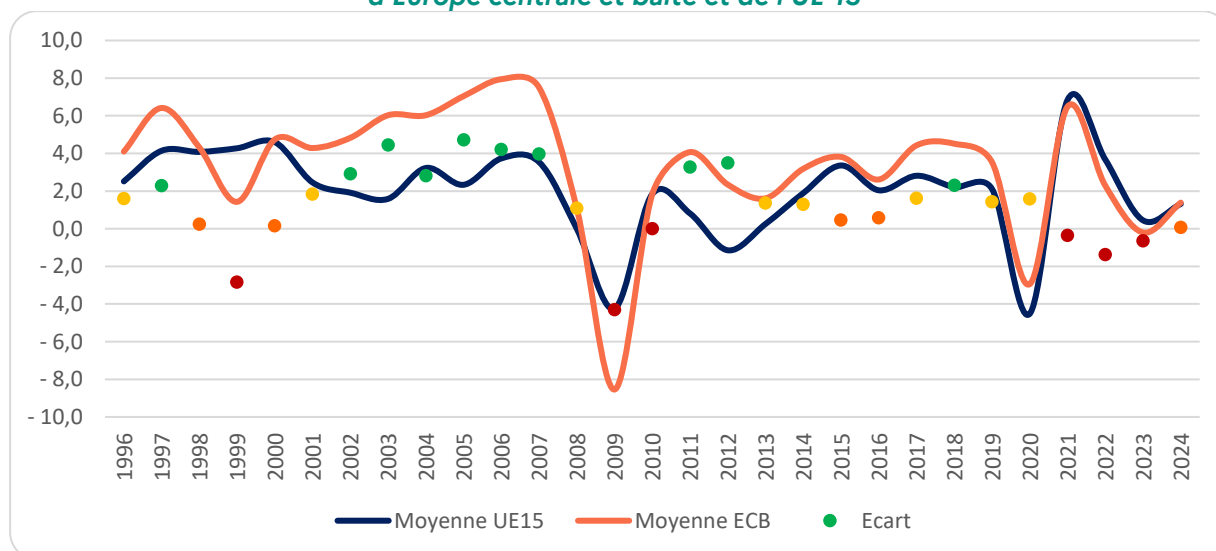
Note de lecture : Ce graphique montre de combien de points de pourcentage par an les pays de la zone ECB rattrapent l'écart de PIB par habitant avec l'UE-15. Par exemple, entre 1996 et 2003, le PIB par habitant de la Pologne est passé de 35,8% à 39,1% de la moyenne de l'UE-15, soit un gain moyen de 0,41 pp par an.

2.4. Un ralentissement du rattrapage vis-à-vis de l'UE-15, mais une région toujours en tête de la croissance européenne

En élargissant l'horizon à 1995-2024, on observe que le ralentissement de la croissance est une tendance générale dans la région. Même si la Pologne et la Lituanie ont connu une reprise marquée depuis la crise du Covid-19 et figurent parmi les économies les plus dynamiques de cette période, avec des taux de croissance annuels moyens de 4,0 % et 4,1 %, leur rythme a également ralenti : la croissance moyenne en Pologne est passée de 7,2 % (2004-2007) à 3,3 % (2020-2024), et en Lituanie de 11,0 % à 3,1 %.

Ce ralentissement a un impact direct sur le processus de convergence vis-à-vis de l'UE-15. Entre 1996 et 2020, les pays de la région croissaient plus rapidement que l'UE-15, ce qui leur permettait de réduire l'écart de PIB par habitant. Depuis l'écart de croissance des pays de la région avec l'UE-15 s'est resserré avant de devenir légèrement négatif à partir de 2021, stoppant la dynamique de rattrapage en termes de progression du PIB – graphique 7.

Graphique 7 : Taux de croissance du PIB (en %) et écarts (en pp) de croissances entre pays d'Europe centrale et balte et de l'UE-15



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

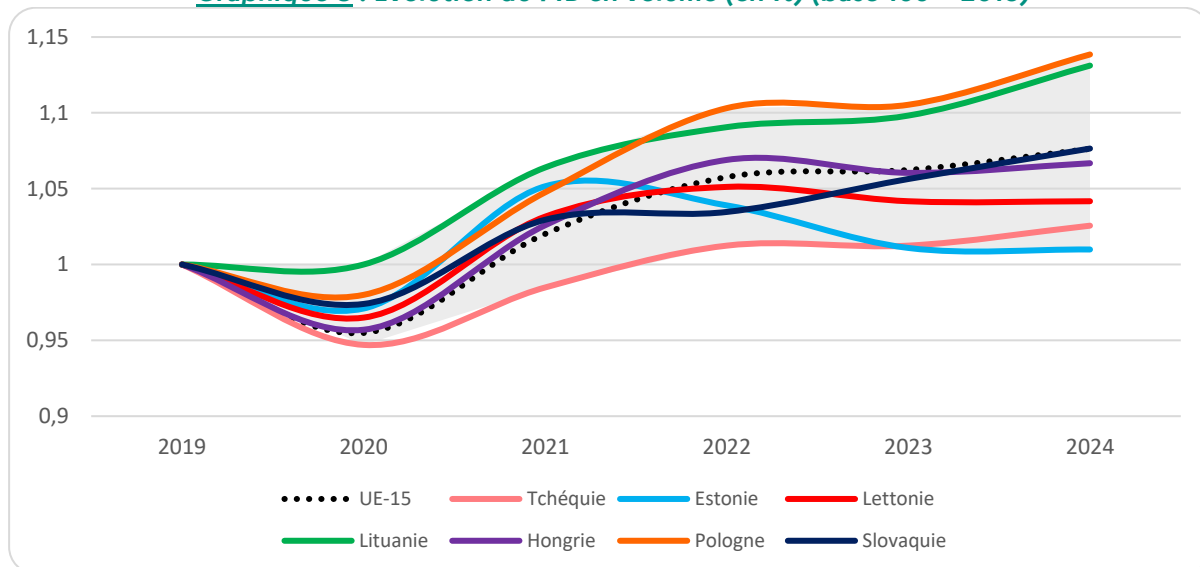
Grille de lecture :

- Ecart supérieur à 2 pp
- Ecart compris entre 1 pp et 2 pp
- Ecart compris entre 0 pp et 1 pp
- Ecart inférieur à 0 pp

Note de lecture : Ce graphique illustre l'écart entre le taux de croissance moyen de la région et celui de l'UE-15. On voit qu'en 2023, la zone ECB a crû légèrement moins vite que l'UE-15 (-0,6 point), tandis qu'en 2003, sa croissance était beaucoup plus élevée (+4,4 points).

Toutefois, ce tassement relatif du rattrapage ne signifie pas un affaiblissement structurel de la région à l'échelle européenne – graphique 8.

Graphique 8 : Evolution du PIB en volume (en %) (base 100 = 2019)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

En effet, certains pays de la région conservent un différentiel de croissance favorable malgré la normalisation du processus de rattrapage.

Selon les prévisions de la Commission européenne, en 2026, l'Europe centrale et balte apparaîtrait comme l'une des régions les plus dynamiques de l'Union en termes de croissance, tout en concentrant certains des déséquilibres budgétaires et tensions inflationnistes les plus marqués – [table 1](#).

Table 1 : Prévisions macroéconomiques de la Commission européenne – nov. 2025

Croissance (2026)		Inflation (2026)		Déficit public (2026)	
Pologne	3,5 % (2 ^{ème} rang UE)	Tchéquie	2,1 % (15 ^{ème})	Tchéquie	-2,0 % (21 ^{ème})
Lituanie	3,0 % (3 ^{ème})	Moyenne EU 27	2,1 %	Lituanie	-2,5 % (17 ^{ème})
Hongrie	2,3 % (9 ^{ème})	Lettonie	2,2 % (14 ^{ème})	Moyenne EU 27	-3,4 %
Estonie	2,1 % (14 ^{ème})	Lituanie	2,8 % (8 ^{ème})	Lettonie	-3,5 % (11 ^{ème})
Tchéquie	1,9 % (15 ^{ème})	Estonie	2,8 % (7 ^{ème})	Estonie	-4,4 % (7 ^{ème})
Lettonie	1,7 % (17 ^{ème})	Pologne	2,9 % (5 ^{ème})	Slovaquie	-4,6 % (6 ^{ème})
Moyenne EU 27	1,4 %	Hongrie	3,6 % (3 ^{ème})	Hongrie	-5,1 % (4 ^{ème})
Slovaquie	1,0 % (22 ^{ème})	Slovaquie	4,1 % (2 ^{ème})	Pologne	-6,3 % (1 ^{er})

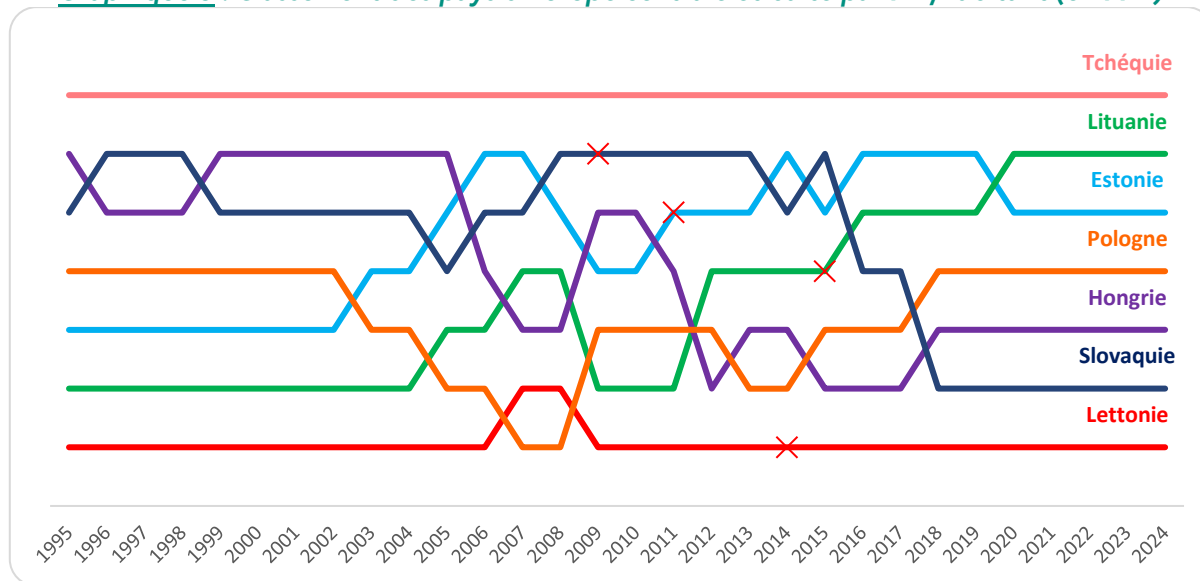
cf. Veille PECB – Novembre 2025

3. Une recomposition des hiérarchies économiques au sein de la région

Après trois décennies de transformation économique, les pays d'Europe centrale et balte ont profondément modifié leur positionnement relatif au sein de la région. Si tous ont connu une amélioration sensible de leur niveau de vie depuis 1995, leurs trajectoires comparées révèlent une recomposition progressive des hiérarchies internes.

Il ne s'agit donc plus ici d'apprécier la vitesse de convergence vers l'UE-15, mais d'analyser les dynamiques relatives entre économies qui, parties de situations initiales différenciées, n'ont pas évolué au même rythme – graphique 9.

Graphique 9 : Classement des pays d'Europe centrale et balte par PIB/habitant (en PPA)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

3.1. La Tchèque, la Pologne et la Lettonie conservent leur rang

3.1.1. Pologne et Tchèque

La Tchèque a maintenu sa position de tête, alors que l'écart avec les autres pays se réduit. Son PIB/habitant en PPA dépassait de 51,3 % celui de la Hongrie en 1995, alors second au classement régional selon cette métrique ; contre une avance de 3,5 % devant celui de la Lituanie en 2024, hissée à ce rang depuis 2020.

La Pologne, malgré une dynamique plus modérée que celle de certains de ses voisins au début des années 2000, est parvenue à rattraper son retard et à maintenir une position intermédiaire en matière de PIB/habitant en PPA au sein du classement régional.

Les deux pays se maintiennent par ailleurs en tête du classement régional en matière de revenus par habitant. En 2000, la Pologne occupait la deuxième place de la région pour le salaire net moyen annuel, qui s'élevait à 6 972 EUR, soit 40,4 % de la moyenne de l'UE-15. En 2024, elle se hisse au premier rang régional, avec un salaire net moyen de 23 897 EUR, représentant 77,6 % de la moyenne de l'UE-15 (et 82,9 % du salaire net moyen français). La Tchèque a connu une trajectoire comparable : classée troisième en 2000 avec un salaire net moyen de 6 857 EUR (39,8 % de la moyenne de l'UE-15), elle occupe désormais la deuxième place en 2024, avec 19 520 EUR, soit 63,4 % de la moyenne de l'UE-15.

3.1.2. Lettonie

En 2024, la Lettonie conserve le PIB/habitant le plus faible de la région, comme en 1995. En effet, l'héritage soviétique a longtemps pesé sur le développement, avec une spécialisation dans des industries peu compétitives et des difficultés liées à la privatisation par coupons. Mais l'écart avec les autres pays s'est significativement réduit : son PIB/habitant représentait 38,3 % de celui de la Tchéquie en 1995, contre 75,6 % en 2024.

Malgré ces obstacles, le niveau de vie a fortement progressé. Le salaire net moyen annuel est passé de 2 731 EUR en 2000, soit le plus faible niveau de la région (47,8 % de la moyenne régionale et 15,8 % de celle de l'UE-15), à 17 734 EUR en 2024 (91,5 % ; 57,6 %), soit le plus fort rattrapage salarial de la région vis-à-vis de l'UE-15 (+42 pp).

3.2. Lituanie et Estonie : la réussite des « Tigres de la Baltique »

La Lituanie et l'Estonie illustrent la réussite économique des « Tigres de la Baltique ». En 1995, la Lituanie occupait encore l'avant-dernière place de la région en termes de PIB/habitant ; en 2024, elle se classe deuxième, juste derrière la Tchéquie. L'Estonie, bien que légèrement derrière (avec un PIB/habitant inférieur de 9,7 % à celui de la Lituanie), affiche également un parcours remarquable, fruit de réformes rapides après l'effondrement de l'URSS.

3.2.1. Estonie

L'Estonie a mené les réformes les plus ambitieuses parmi les pays issus de l'URSS, favorisée par une intégration moindre à l'industrie soviétique. Dès 1987, elle proposait un modèle alternatif avec les réformes IME (*Isemajandav Eesti*), visant à devenir « économiquement autonome ». A partir de 1992, le pays a adopté une politique économique libérale : création d'une monnaie nationale adossée à des devises étrangères, privatisations stratégiques, faible fiscalité et ouverture au commerce extérieur. Ces mesures ont favorisé la croissance, l'investissement étranger et le développement d'activités à forte valeur ajoutée

En outre, l'Estonie a également opéré une transition numérique précoce : dès 2004, 30,8 % des ménages avaient accès à Internet, soit le taux le plus élevé des pays d'Europe centrale et balte. Cette modernisation a fait de l'Estonie un terreau d'innovation, avec le plus grand nombre de startups par habitant au monde. Cette dynamique repose avant tout sur une forte volonté politique : les dépenses de R&D publiques et privées restent parmi les plus élevées de la région, atteignant respectivement 1,83 % et 1,19 % du PIB en 2024, contre en moyenne 1,05 % et 0,80 %.

3.2.2. Lituanie

La Lituanie a suivi un processus de réformes plus progressif, en raison d'une instabilité politique post-indépendance. Malgré cela, le pays a connu une forte croissance du PIB et une nette amélioration des revenus. En 2000, le salaire net moyen annuel lituanien était de 4 108 EUR (deuxième plus bas de la région). Toutefois, sur la période 2000-2024, il a progressé à un rythme annuel moyen de 6,7 %, atteignant 62,9 % du niveau de l'UE-15, soit un rattrapage de 39 pp. Si la Lettonie a connu le plus fort rattrapage salarial sur la période (42 pp), on note que la Lituanie se situe juste derrière.

3.3. Le « déclassement » de la Hongrie et de la Slovaquie

La Hongrie et la Slovaquie forment un troisième groupe de pays ayant vu leur position économique relative au sein de la région s'affaiblir au cours des trente dernières années. La Hongrie, qui occupait jusqu'en 2005 le deuxième rang régional en termes de PIB par habitant, a connu un recul marqué à partir de 2006, avant de se stabiliser en 2018 à la cinquième place, derrière la Pologne. La Slovaquie, troisième en 1995 puis deuxième jusqu'en 2016, a enregistré un recul encore plus prononcé depuis cette date, la plaçant aujourd'hui en avant-dernière position. Alors qu'en 1995 son PIB par habitant en PPA dépassait de 64,8 % celui de la Lettonie, l'écart n'est plus que de 9,0 % en 2024.

3.3.1. Hongrie

Jusqu'en 2005, la Hongrie affichait le deuxième PIB par habitant en PPA le plus élevé d'Europe centrale et balte, à 14 000 EUR (PPA), soit 49,6 % de la moyenne de l'UE-15. L'économie hongroise bénéficiait alors d'un dynamisme soutenu, porté par la flexibilité du marché du travail, la privatisation d'une grande partie des actifs publics et des mesures fiscales attractives pour les investisseurs étrangers. Ces facteurs ont favorisé d'importants flux de capitaux, contribuant à la convergence économique du pays.

Dans un contexte de la préparation à l'adhésion à la zone euro, le gouvernement de F. Gyurcsány lance à partir de 2006 un programme ambitieux de consolidation budgétaire visant à réduire le déficit public sous les 3 %. Il inclut des réductions des effectifs ministériels, des cessions d'actifs immobiliers publics, des hausses d'impôts, de taxes, de certains prix administrés. Ces mesures permettent de réduire rapidement le déficit, de 9,3 % du PIB en 2006 à 5,1 % en 2007, mais au prix d'un ralentissement brutal de l'activité. La croissance du PIB chute de 3,9 % en 2006 à 0,3 % en 2007, alors que les pays de la zone euro connaissent une croissance comprise entre 6,8 % et 11,1 %.

À cette austérité s'ajoute, dès 2007-2008, l'impact de la crise financière mondiale. La Hongrie, fortement dépendante des IDE, avec des banques étrangères dominantes et une large part de dette en devises (EUR et CHF), est particulièrement vulnérable. La dépréciation du forint accentue le poids réel de la dette publique et privée, aggravant les déséquilibres macroéconomiques.

Le pays ne s'est jamais pleinement remis des difficultés rencontrées autour de 2010. Depuis 2019, la progression du PIB par habitant (PPA) par rapport à l'UE-15 est quasi nulle, passant seulement de 60,5 % à 61,6 %, traduisant une convergence économique limitée.

Parallèlement, la Hongrie affiche depuis 2017 l'un des déficits budgétaires les plus élevés de la région, atteignant 5,5 % du PIB en 2024, derrière la Pologne et la Slovaquie. Ces déséquilibres freinent la réduction de la dette publique (73,5 % du PIB en 2024), le niveau le plus élevé de la région.

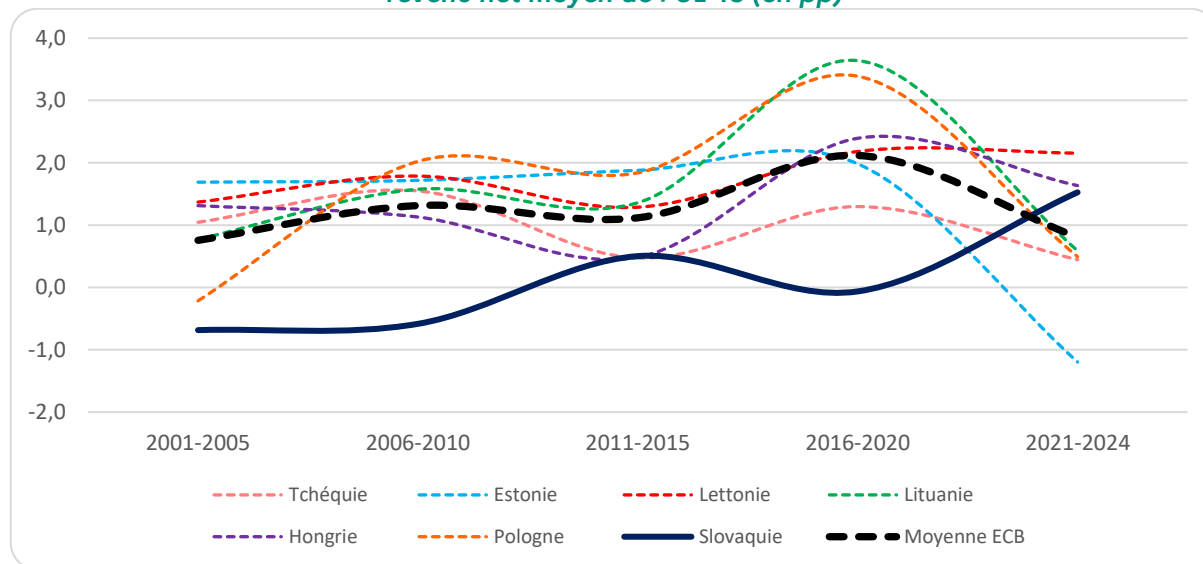
3.3.2. Slovaquie

À l'instar de la Hongrie, la Slovaquie a affiché des performances économiques relativement modestes au cours des trente dernières années. Son PIB par habitant est ainsi passé de la troisième place régionale en 1995 à la sixième en 2024.

En excluant la Tchéquie, qui disposait d'une avance initiale importante, la Hongrie et la Slovaquie présentent les progressions les plus faibles du PIB par habitant rapporté à la moyenne de l'UE-15. Sur la période, la Slovaquie et la Hongrie n'ont respectivement gagné que 20 et 19 pp en part du PIB/habitant moyen de l'UE-15. À titre de comparaison, la Lituanie a enregistré une hausse de 43 pp et la moyenne régionale de 26 pp.

La Slovaquie se distingue surtout par la stagnation des revenus de sa population. En 2000, le salaire net moyen annuel slovaque, à 9 058 EUR, était le plus élevé de la région, représentant 52,5 % de la moyenne de l'UE-15, contre 33,1 % pour la moyenne régionale. Il dépassait de 29,9 % le salaire moyen polonais, alors deuxième de la région. En 2024, le salaire net moyen slovaque atteint 16 784 EUR, devenant le plus faible de la région, soit 13,4 % en dessous de la moyenne régionale (19 372 EUR). Alors que les pays voisins ont progressé en moyenne de 30 pp par rapport au salaire net moyen de l'UE-15, la Slovaquie n'a connu qu'un rattrapage quasi nul, de l'ordre de 2 points – **graphique 10**.

Graphique 10 : Vitesse de convergence annuelle du revenu net moyen (en PPA) par rapport au revenu net moyen de l'UE-15 (en pp)



Sources : Eurostat, SER de Varsovie

Cette trajectoire économique s'explique en grande partie par un déficit de modernisation et de diversification de l'appareil productif. Le développement de la Slovaquie a longtemps reposé sur une main-d'œuvre bon marché et une forte spécialisation industrielle, centrée sur le secteur automobile. Cette orientation a attiré d'importants investissements directs étrangers, soutenus par des réformes telles que la taxe unique à 19 %, l'introduction du second pilier des retraites et l'adoption de l'euro, propulsant le pays au rang de premier producteur mondial de voitures par habitant.

Cependant, cette concentration sectorielle et la forte dépendance aux exportations automobiles ont freiné le développement économique. Les limites du modèle de croissance slovaque sont devenues évidentes dès le début des années 2010. Le relais de croissance par l'innovation est resté insuffisant, avec des dépenses publiques en R&D représentant seulement 0,76 % du budget total en 2024, ce qui place la Slovaquie au dernier rang régional. Dans ce contexte, les principaux indicateurs d'investissement ont amorcé une tendance à la baisse depuis plus de quinze ans.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Varsovie

varsovie@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Varsovie

Abonnez-vous : cezary.toboja@dgtresor.gouv.fr